

Gestes qui sauvent, nouveaux dispositifs : pour ses 50 ans, la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine s'expose

L'association fête cette année le demi-siècle de son réseau de secours aux victimes dans le département. Elle a présenté ses activités et ses nouveautés ce dimanche sur le parvis de la Seine musicale à Boulogne-Billancourt.



Par Olivier Bureau

Le 16 octobre 2022 à 18h00

Des véhicules flambant neuf, des mannequins n'attendant que les volontaires et des bénévoles jamais avares d'une explication : ce dimanche après-midi, la Croix-Rouge a investi l'île Seguin à Boulogne-Billancourt à l'occasion [des 50 ans de son réseau de secours à victimes dans les Hauts-de-Seine](#).

Le public a pu découvrir les formations aux gestes qui sauvent, les nouvelles ambulances, mieux équipées et plus ergonomiques, et deux mystérieux camions. Cette année, l'antenne départementale de la Croix-Rouge lance son programme « Croix-Rouge au coin de la rue », « CRCR » pour les intimes.

« L'objectif est d'aller au-devant des publics les plus fragiles, notamment les 4 000 personnes hébergées dans des hôtels sociaux du département, expose Alexandre Agogué, le chef de ce dispositif. On a deux camions, un pour le bilan de santé et un pour le bilan numérique. » C'est cet expert qui est aussi [responsable des centres de vaccination](#) de la Croix-Rouge dans le département.

«Beaucoup de gens ignorent que malgré leur dénuement, ils ont des droits»

Dans le premier véhicule, une infirmière sera chargée d'un check-up, de l'orientation des patients et, si besoin, procédera même à une téléconsultation avec un médecin via un écran géant. Le second camion, bardé d'informatique, doit réduire autant que possible la fracture numérique. « On

parle ici de prise de rendez-vous comme sur Doctolib, d'accès au droit y compris avec les services de la préfecture..., énumère Alexandre Agogué. Beaucoup de gens ignore que malgré leur dénuement, ils ont des droits. »



Boulogne-Billancourt, ce dimanche. Alexandre Agogué est le responsable du dispositif "Croix-Rouge au coin de la rue", qui propose des bilans de santé et des bilans numériques aux plus vulnérables comme les 4 000 personnes hébergées dans les hôtels sociaux du département. LP/O.B.

« C'est assez bluffant, estime Grégoire, un jeune père venu en famille. On se rend vraiment compte que ce dispositif qui va vers les gens manquait. » « On a été aussi conquis par la formation aux gestes qui sauvent, complète Camille. On a décidé de la faire ! Non seulement, ils sont hyper-pédagogues mais c'est rassurant d'apprendre comment réagir en cas de coup dur. »

Dans les Hauts-de-Seine, département pionnier de la Croix-Rouge pour cette activité, ses bénévoles ont ainsi porté secours à quelque 500 000 personnes en 50 ans.

Aujourd'hui, elle intervient de concert avec le Samu et les pompiers de Paris grâce à un système de gardes assurées par environ 600 bénévoles qui se relaient.

Chaque année dans le département, l'association forme 10 000 personnes aux gestes de premiers secours

« Le Département soutient financièrement depuis le début l'achat des véhicules de secours, rappelle le conseil départemental. Tous les soirs de la semaine, trois ambulances sont mises à disposition du Samu, et cinq à disposition des pompiers. » Et chaque année, la Croix-Rouge française dans les Hauts-de-Seine forme 10 000 personnes aux gestes de premiers secours.

L'association a aussi logiquement participé, en mars, au mois des gestes qui sauve, organisé par la préfecture après deux années de suspension pour cause de Covid.

« Quarante-cinq évènements ont eu lieu partout dans les Hauts-de-Seine pendant un mois et ont permis à 439

personnes d'être formées dont 60 sportifs participants à la journée de lancement, indique la préfecture. Depuis 2016, plus de 4 500 Alto-séquanais ont bénéficié de formations grâce aux différents partenaires : la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, les associations agréées de sécurité civile (Ordre de Malte, Croix-Rouge française, Protection civile Paris Seine), les services départementaux de l'éducation nationale et la direction territoriale de la sécurité publique.